



Analyse des besoins multisectoriels - 2024

Région de l'Est - Résultats clés

REACH

Informing
more effective
humanitarian action

IMPACT

Shaping practices
Influencing policies
Impacting lives



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Remerciements

En coordination avec :



Grâce à l'appui opérationnel de :



acted



Financé par :



Entretien MSNA auprès d'un ménage à Gayéri, région de l'Est- ©IMPACT/2024





A photograph of a rural courtyard. In the center is a large, leafy green tree. To the left of the tree is a stone wall. In the foreground, there is a wooden cart with a large white container on it. To the right of the cart is a blue water container and some other items. The background shows more stone walls and a cloudy sky. The image has a semi-transparent network overlay with red and black dots connected by lines.

01

Introduction

Méthodologie de la MSNA – Juin-juillet 2024

Objectif : L'évaluation multisectorielle des besoins 2024 au Burkina Faso vise à **mettre à disposition** de la communauté humanitaire des données permettant l'identification de **la nature et de la sévérité des besoins** humanitaires **par zone géographique** et **par groupe de population** pour **informer la planification humanitaire** dans le cadre du HNRP 2025.

-  Représentativité :
- **Niveau région** : toutes les 13 régions
 - **Niveau province** : 30 provinces pour les 8 régions prioritaires
-  Des outils multisectoriels mis au point en collaboration avec les Clusters et Groupes de travail
-  Des collectes en direct, par téléphone ou en tiers-lieu, pour atteindre les zones les plus difficiles d'accès
-  Collecte des données : 5 juin au 15 août 2024
→ à l'Est : **5 juin au 18 juillet 2024**

- 6 725 ménages enquêtés** (PDI et Non-PDI)
- **3 505** ménages non-déplacée (non-PDI) enquêtés
→ Échantillonnage aléatoire stratifié par grappes (représentatif – niveau de confiance 90% / marge d'erreur 10%)
 - **3 220** ménages déplacés internes (PDI) enquêtés
→ Échantillonnage non probabiliste par quotas (indicatif)

Pour plus d'informations, se référer aux Termes de Référence de la Recherche de la MSNA.

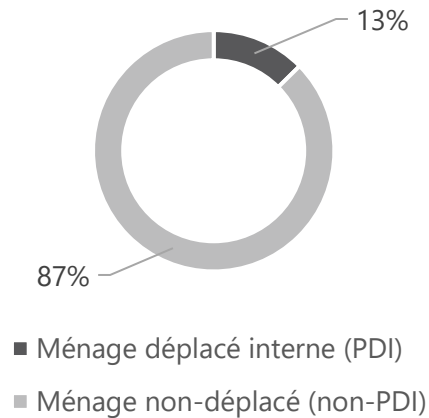
Echantillon de la MSNA à l'Est – Juin-juillet 2024

991 ménages enquêtés

468 ménages non-déplacés

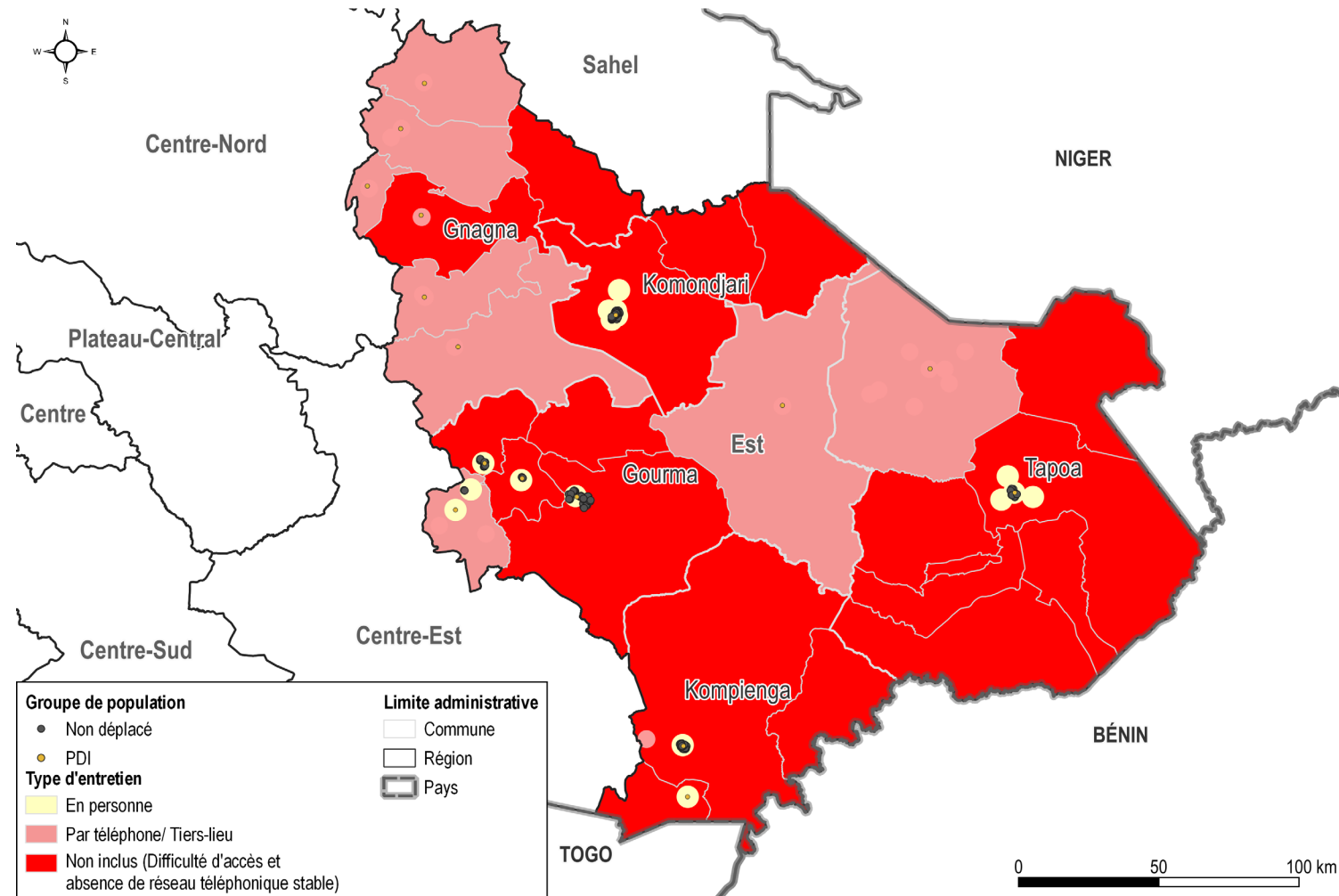
523 ménages déplacés

Distribution de l'échantillon par **groupe ciblé**
pour les données sur la population générale*



* Pour la population générale, les données sur les ménages déplacés et non-déplacés sont pondérées, en fonction des figures utilisées sur la taille de ces populations.

Carte | Couverture de la MSNA 2024



Méthodologie du HSM - Septembre 2024

OBJECTIF du HSM : Produire une analyse **régulière et transfrontalière** de la sévérité des besoins multisectoriels dans le contexte des difficultés grandissantes d'accès humanitaire dans la région dite des Trois Frontières (régions frontalières du Mali, Niger et Burkina Faso) à travers un Suivi de la Situation Humanitaire (HSM) trimestriel via des **informateurs clés**.



Collecte des données : **25 septembre au 8 octobre 2024**



Au Burkina Faso, dans les régions du Sahel, Centre-Nord, Nord et Est



Des outils multisectoriels mis au point en collaboration avec les clusters



Des collectes en direct et par téléphone, pour atteindre les zones les plus difficiles d'accès

- L'ensemble des données portent sur les **90 jours précédant la collecte de données** sauf indication contraire
- Un **informateur clé** est une personne qui était, soit :
 - Arrivée récemment depuis une localité difficile d'accès
 - En contact récemment avec une localité difficile d'accès
 - Vivant dans une localité difficile d'accès et joint par téléphone
- Résultats **indicatifs**
- Enquêtes supplémentaires dans les **localités difficiles d'accès**

Echantillon du HSM à l'Est – Septembre 2024

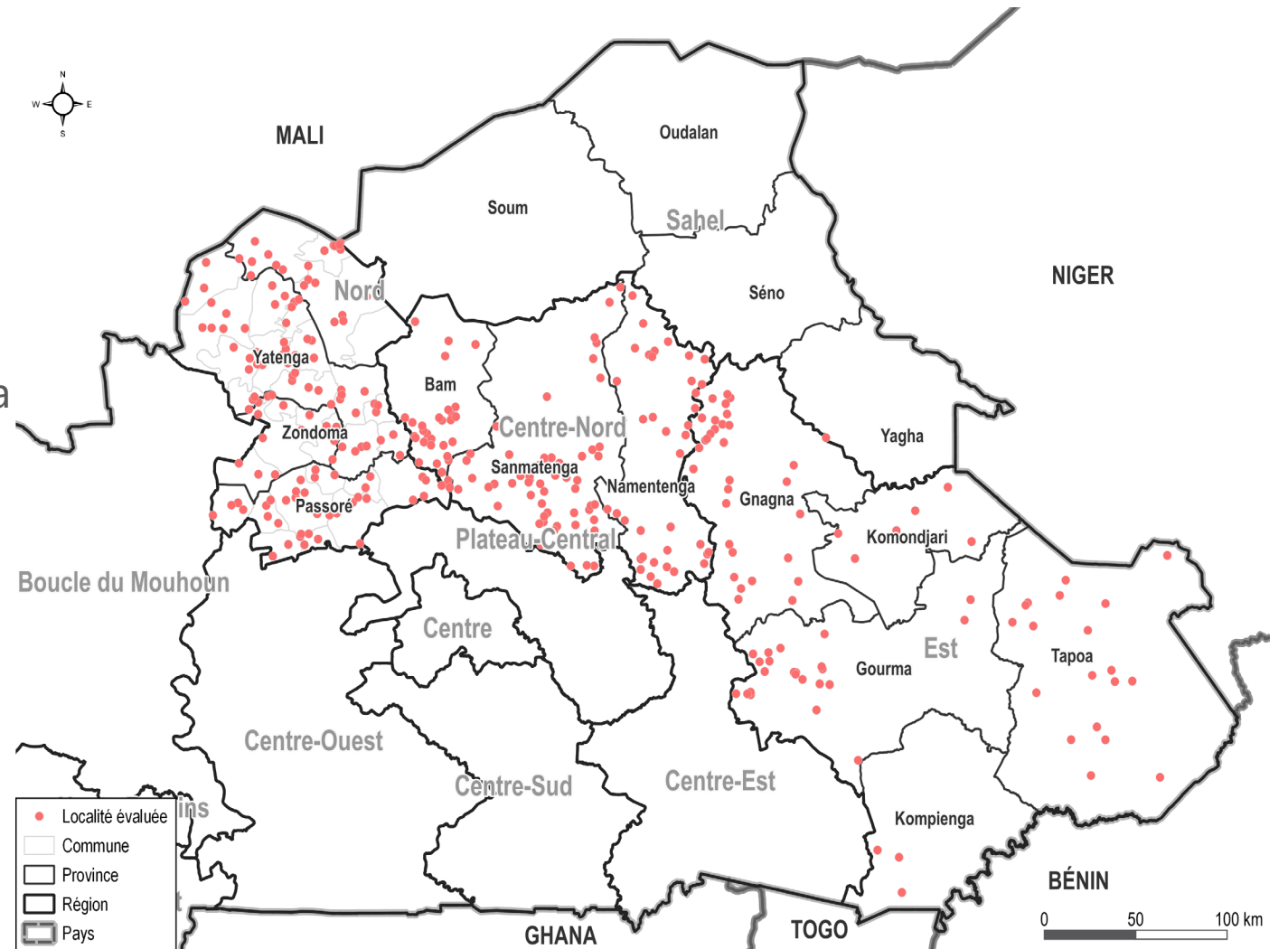
Carte | Localités couvertes par la collecte HSM de septembre 2024

Dans la région de l'Est

86 informateurs clés

86 localités enquêtées

6 localités difficiles d'accès enquêtées
(Foutouri, Gayéri, Kompienga, Pama, Diapaga et Kantchari)



A photograph of two women sitting inside a tent. The woman on the left is wearing a black hijab and a patterned top, holding a notebook and a pen. The woman on the right is wearing a white headscarf and a blue top, looking towards the first woman. The background is the interior of a tent with a network diagram overlay.

02

Résultats clés – Région de l'Est*

**Sauf indication contraire indiquant les résultats HSM, les résultats présentés ici sont ceux de la MSNA 2024*

Aperçu des messages clés



Vulnérabilités économiques

Les chocs économiques et l'accès restreint aux terres réduisent drastiquement les moyens de subsistance des ménages, compromettant leur accès à une alimentation suffisante. Cette situation entraîne une augmentation de l'insécurité alimentaire, particulièrement marquée dans les provinces de la Tapoa et de la Kompienga. Ces contraintes économiques limitent également l'accès aux soins de santé, à des logements adéquats et à l'éducation des enfants.



Déficits en infrastructures

Les ménages doivent également faire face à un manque significatif d'infrastructures en eau et en assainissement, ce qui accroît les risques de propagation de maladies hydriques. Cette problématique est aggravée par des pratiques d'hygiène insuffisantes.



Besoins multisectoriels et détresse psychosociale

Le cumul des besoins multisectoriels non satisfaits, combiné à un sentiment croissant d'insécurité – notamment lié à la crainte de perdre leur logement ou leurs terres – place de nombreux ménages dans une situation de détresse psychologique importante.

Principales demandes d'assistance des ménages

Les ménages de la région de l'Est demandent des soutiens en nourriture, moyens d'existence et soins de santé

L'**alimentation** reste la principale demande (89%), et ceux dans plus des $\frac{3}{4}$ des localités de la Gnagna, du Gourma, de la Komondjari et de la Komienga (HSM)

Les autres demandes sont le **soutien aux moyens de subsistance/emploi** (45%) et les **soins de santé** (42%).

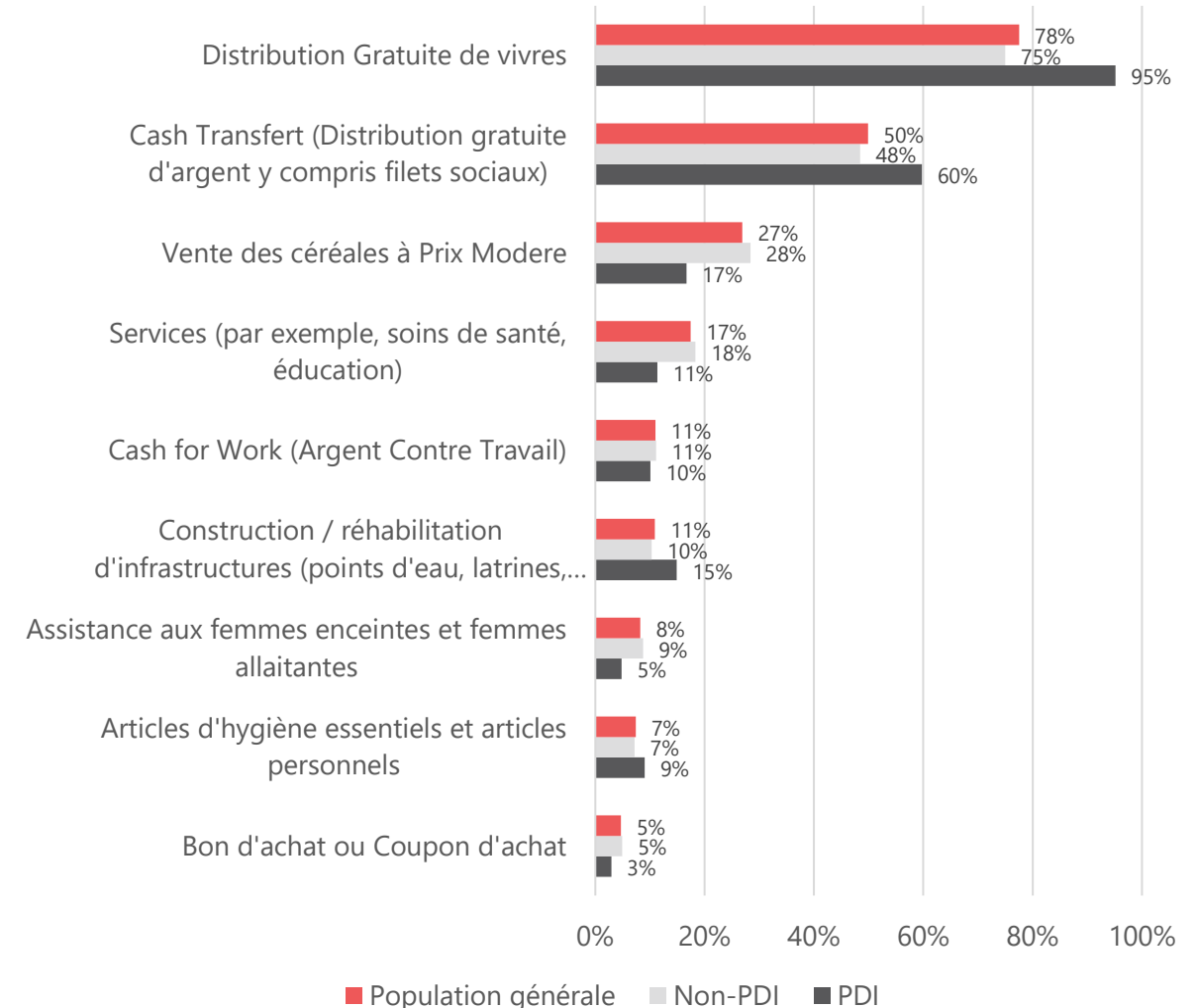
Assistance insuffisante : **2/3 des ménages déplacés avec des besoins aigus**, notamment en EHA, éducation et protection

→ **Seulement la moitié** des ménages déplacés de cette région rapporte avoir reçu de l'assistance entre juin 2023 et juin 2024 – principalement de l'assistance alimentaire

Augmentation des ménages **non-déplacés** rapportant avoir reçu de l'assistance (2023 : 20% | 2024 : 37%)

→ Principalement dans les provinces de la Tapoa et de la Gnagna

% de ménages ayant rapporté des besoins prioritaires en fonction des modalités d'assistance souhaitées les plus couramment rapportées



Sécurité alimentaire

L'accès à la nourriture est un des défis majeurs



Près d'un tiers des ménages ont un besoin en sécurité alimentaire

Dans les localités évaluées dans les provinces de la **Komondjari** (5/6), la **Kompienga** (3/3) et de la **Tapoa** (11/19) la majorité des populations n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture (HSM).

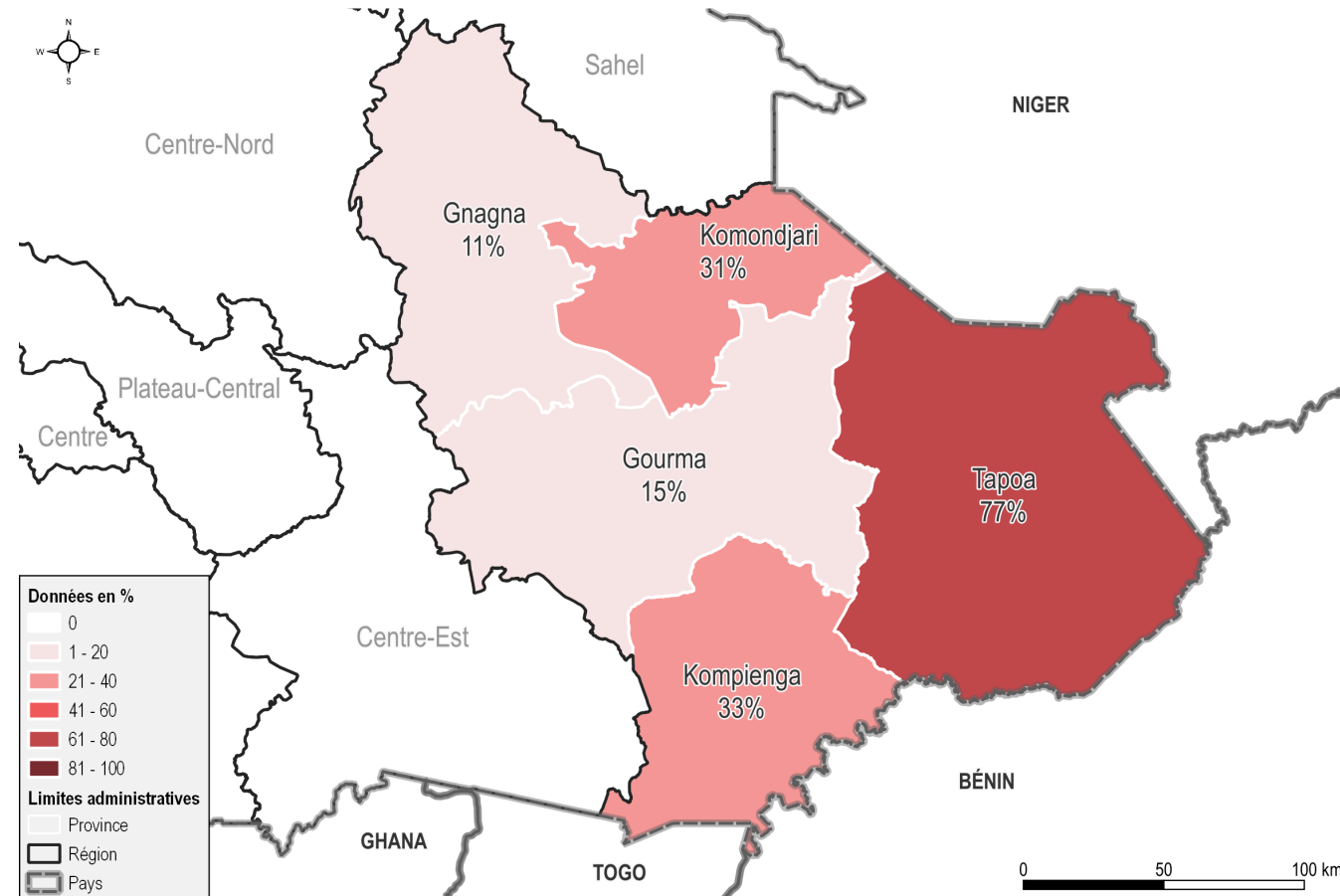
→ Dans la **Tapoa**, **77%** des ménages ont des besoins en sécurité alimentaire mais **seulement 60% des ménages rapportent avoir reçu de l'assistance** entre juin 2023 et juin 2024.

La faim sévère (HHS) a été rapportée dans la Tapoa (3%) et la Kompienga (2%).

“Les répondants avaient du mal à répondre aux questions car la faim les fatiguait”

Témoignage de nos équipes terrain à Diapaga, province de la Tapoa, région de l'Est

Carte | % de ménages avec des besoins en sécurité alimentaire d'après la matrice de convergence des indicateurs sur les ménages (HICM), par province



Moyens d'existence

2/3 

des ménages ont
rapporté **ne pas avoir**
accès à des terres pour
l'agriculture

L'insécurité et les problèmes d'accès aux terres limitent les moyens d'existence et l'autonomie alimentaire des ménages.

Alors que la plupart des ménages de la région se rapportent agriculteurs (82%), la grande majorité de ces ménages, déplacés (99%) comme non-déplacés (97%), a rapporté des **problèmes dans la pratique de l'agriculture** au cours des 12 mois précédant la collecte de données.



L'**insécurité** reste le principal problème : dans plus de $\frac{3}{4}$ des localités évaluées, la culture/récolte était perturbée en raison des contraintes de sécurité (conflit armé actif, insécurité sur les routes, points de contrôle, couvre-feux) (*HSM*)



Les ménages sont aussi confrontés au **manque de terre** (49%), aux **prix élevés** des intrants (19%) et du matériel agricole (11%), et l'insuffisance de **main d'œuvre** (7%).

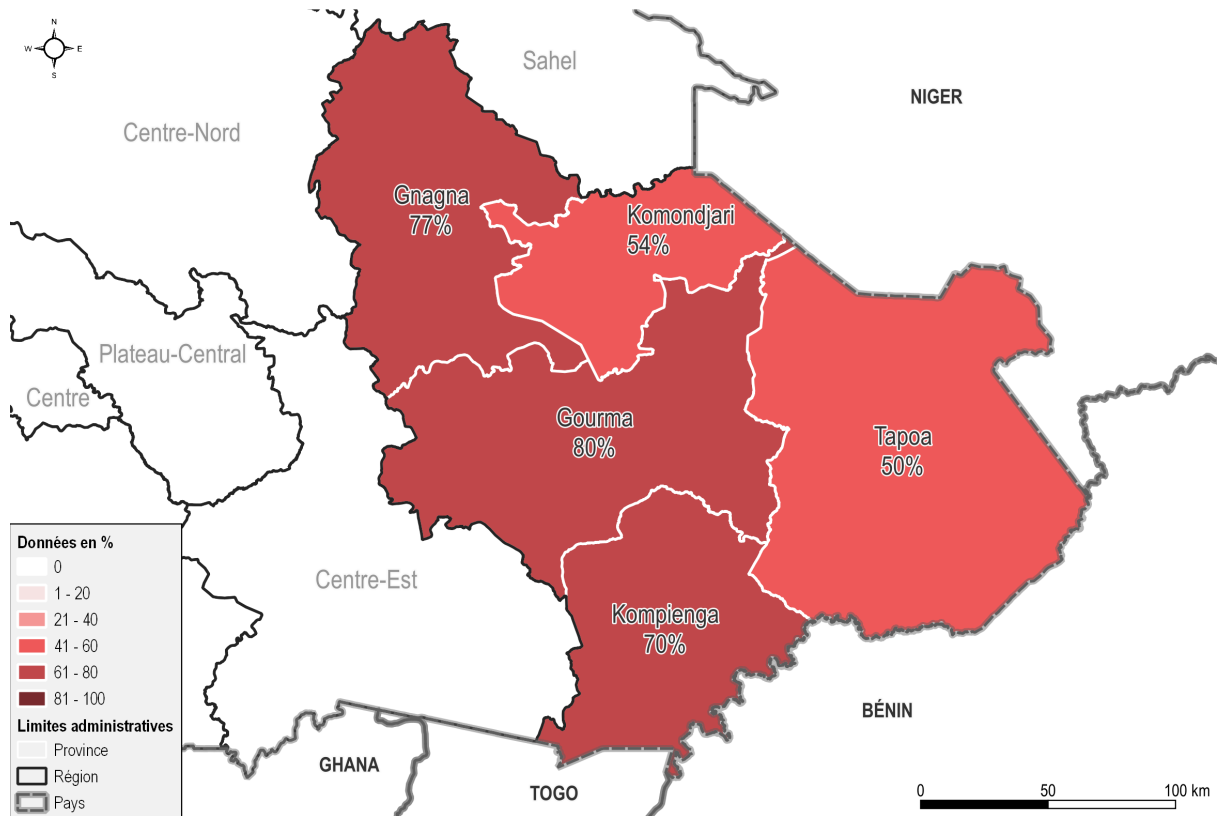


16% des ménages ont également rapporté la **pauvreté des sols**, et 10% le manque de pluie/sécheresse – particulièrement dans la Gnagna.

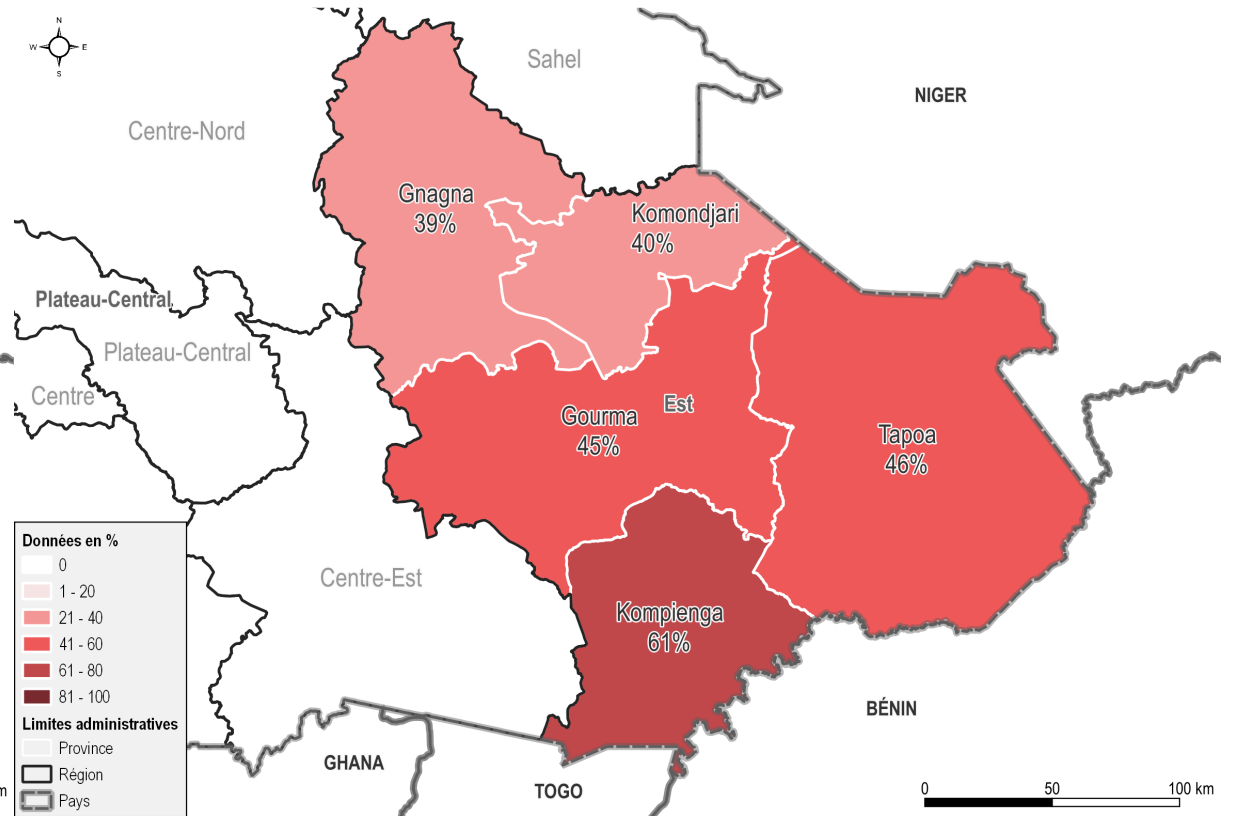
Moyens d'existence

Carte | % de ménages pratiquant l'agriculture ayant rapporté l'absence/insuffisance de terres comme un principal problème dans la pratique de l'agriculture au cours des 12 mois précédent la collecte de données, par province*

PDI

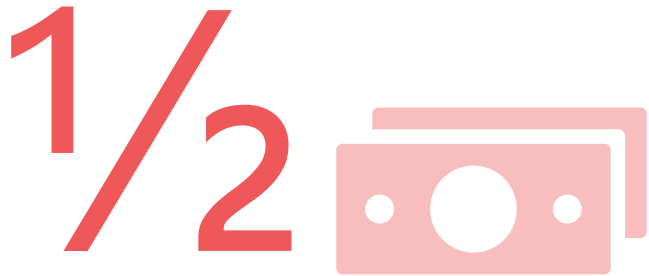


Non-PDI



* Pourcentages calculés sur les ménages ayant rapporté pratiquer l'agriculture.

Moyens d'existence



ménages ont rapporté avoir été **affectés par un choc économique**

(perte ou réduction d'emploi, revenu réduit, prix alimentaires élevés, prix du carburant/non-alimentaires élevés) au cours des 12 mois précédant la collecte de données

Les chocs économiques réduisent l'accès à la nourriture et aux soins de santé

Plus de trois quarts de ménages rapportent des **coûts élevés des produits alimentaires** notamment dans la Tapoa, la Komondjari, et la Gnagna.

Dans la grande majorité des localités évaluées dans la Komondjari, la Kompienga, le Gourma et la Gnagna, une **augmentation soudaine des prix des produits de base sur les marchés entre juillet et septembre 2024** était constatée (*HSM*).

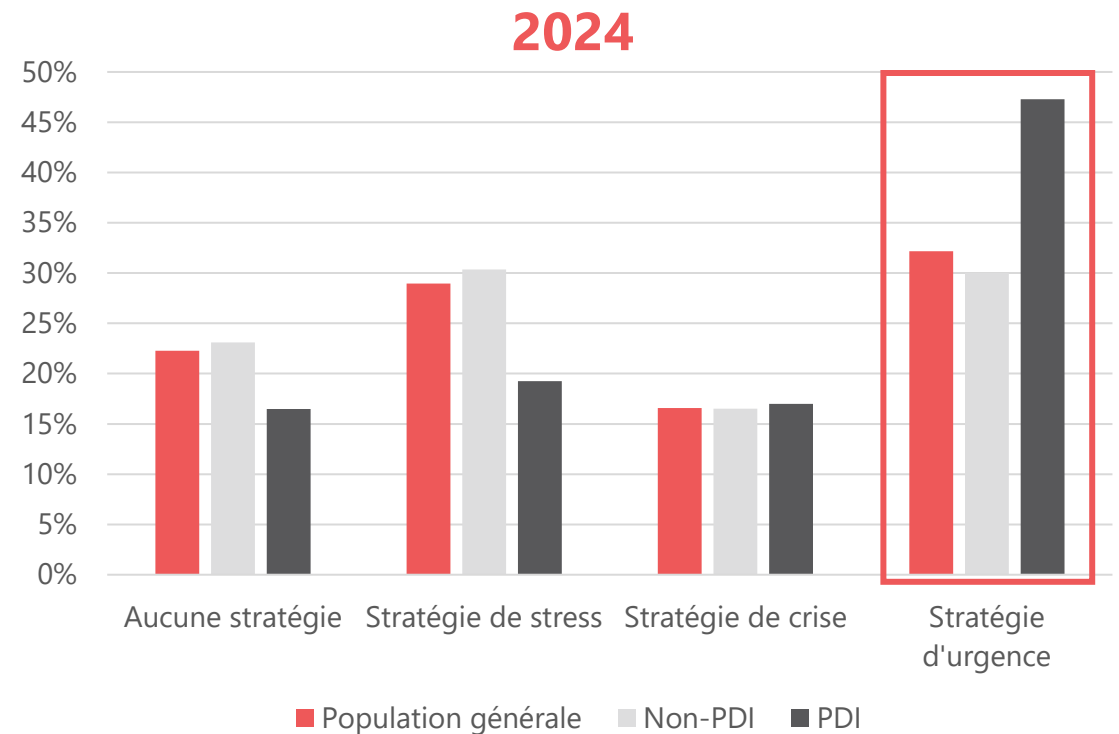
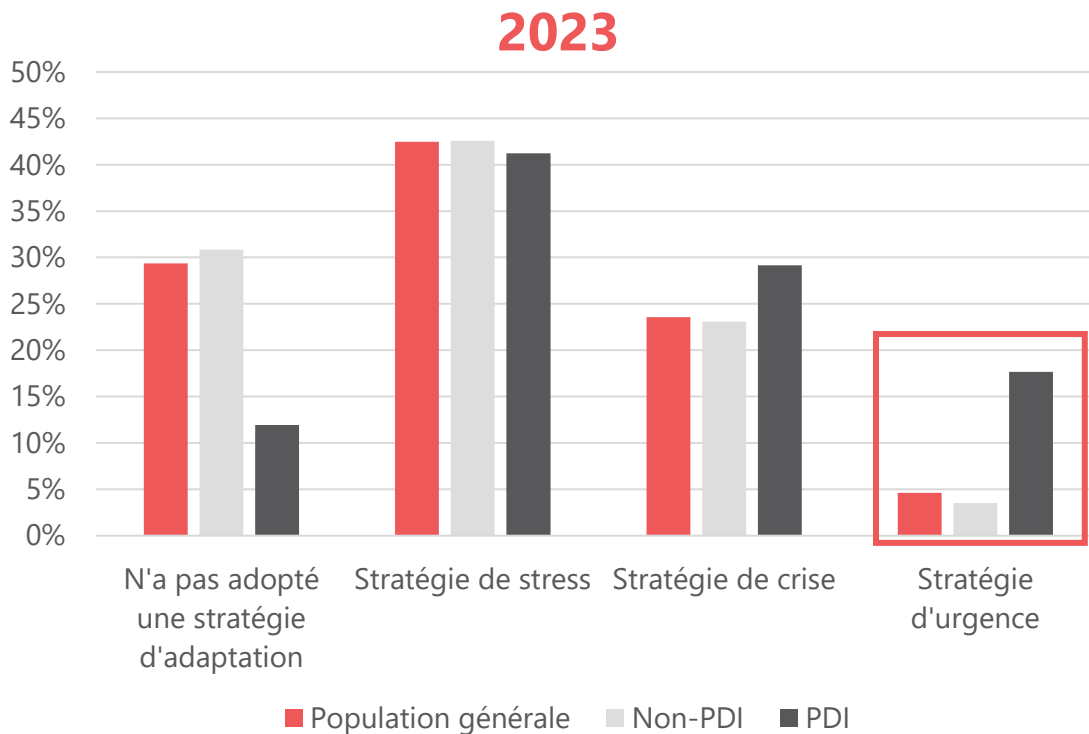
Les chocs économiques **entraînent la perte d'actifs** liés aux moyens de subsistance (cultures, bétail, terres, etc.) (66%), **réduisent l'accès aux marchés** (26%) **et à la santé** (17%) et **ont des impacts directs sur la santé** (blessures, maladies, troubles mentaux).

Moyens d'existence

Augmentation alarmante des ménages rapportant des stratégies d'urgence pour faire face au manque de nourriture

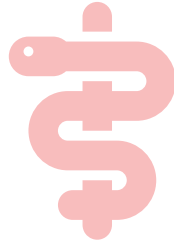
Près de la moitié des ménages déplacés rapportent des stratégies d'urgence par manque de nourriture, notamment la pratique de la **mendicité** - principalement dans la **Kompienga** (59%), la **Tapoa** (55%) et la **Komondjari** (50%).

% de ménages selon la classification de l'indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)



Barrières économiques aux services

Plus de 2/3



des ménages ont rapporté un **obstacle pour accéder aux soins de santé**

Le manque de moyens financiers est la principale barrière aux soins de santé

1/4 d'enfants de 6 à 59 mois ont été rapporté malades au cours des 2 semaines précédant la collecte de données MSNA*.

Dans la **Tapoa**, **10% des personnes déplacées** ont rapporté avoir eu un **besoin de santé non-comblé** au cours des 3 mois précédant la collecte de données MSNA, principalement pour des maladies aiguës. Parmi les ménages ayant pu accéder aux soins de santé, 16% rapportaient avoir consulté la **médecine traditionnelle**.

→ Dans la **majorité des localités**, les populations ne peuvent **pas se permettre de payer les frais de santé (HSM)**

* Parmi les 979 enfants de 6 à 59 mois dans la collecte MSNA 2024

Barrières économiques aux services

Les frais de scolarité empêchent les enfants d'aller à l'école



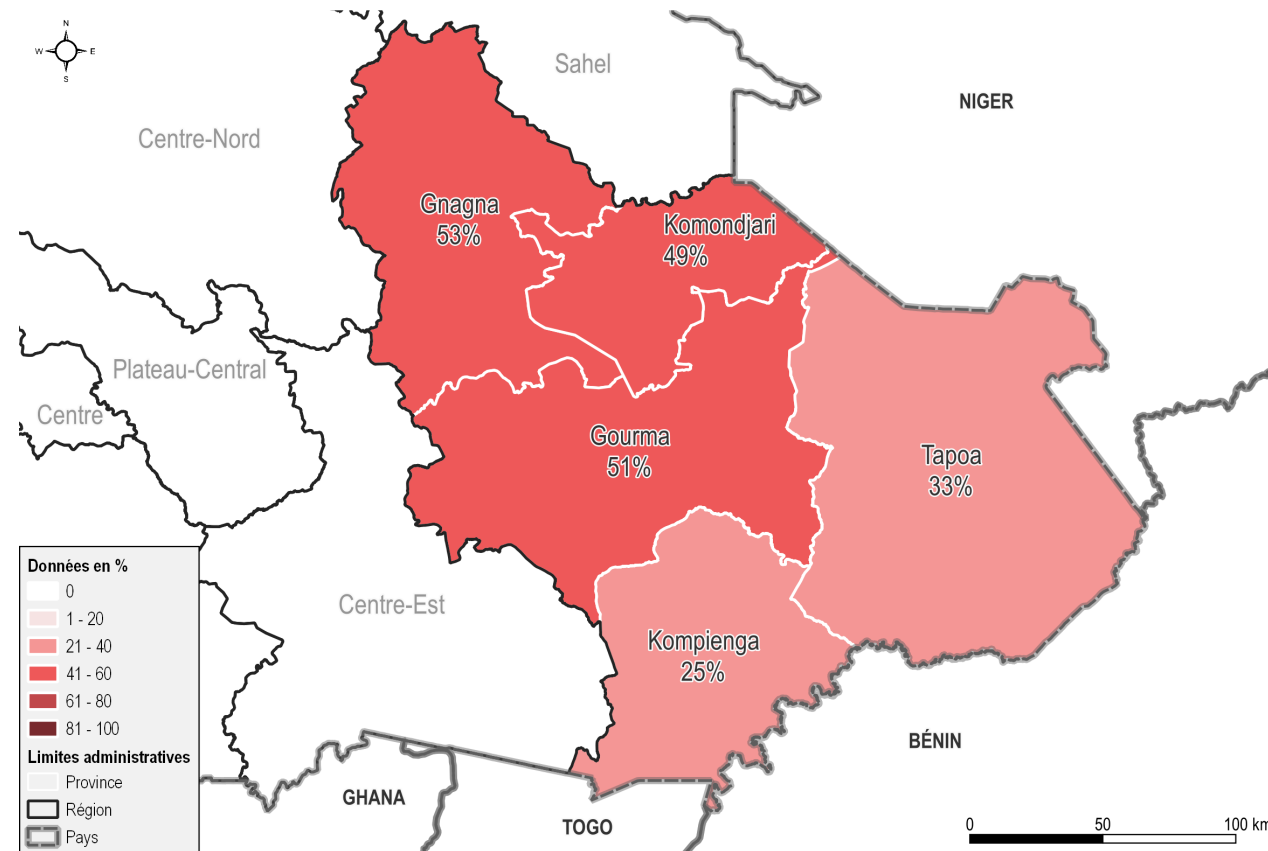
Plus de la moitié des enfants déplacés (5 à 18 ans) n'étaient **pas scolarisés** en 2023-2024 (Non-PDI : 31%)

Dans plus de $\frac{3}{4}$ des localités de la Komondjari et de la Tapoa, **la majorité des filles et garçons de la localité ne fréquentaient pas l'école formelle primaire** au moment de la collecte (HSM).

Principale barrière : **impossibilité d'assumer les frais de scolarité** (PDI : 40% | Non-PDI : 23%)

Dans la Tapoa, **les écoles étaient également rapportées fermées en raison de dommages, de catastrophes naturelles ou de conflits** dans 89% des localités de cette province (HSM).

Carte | % de ménages ayant des besoins en éducation, par provinces



Problèmes pour la réparation des abris endommagés

Les ménages n'ont pas les moyens pour réparer les dommages aux abris

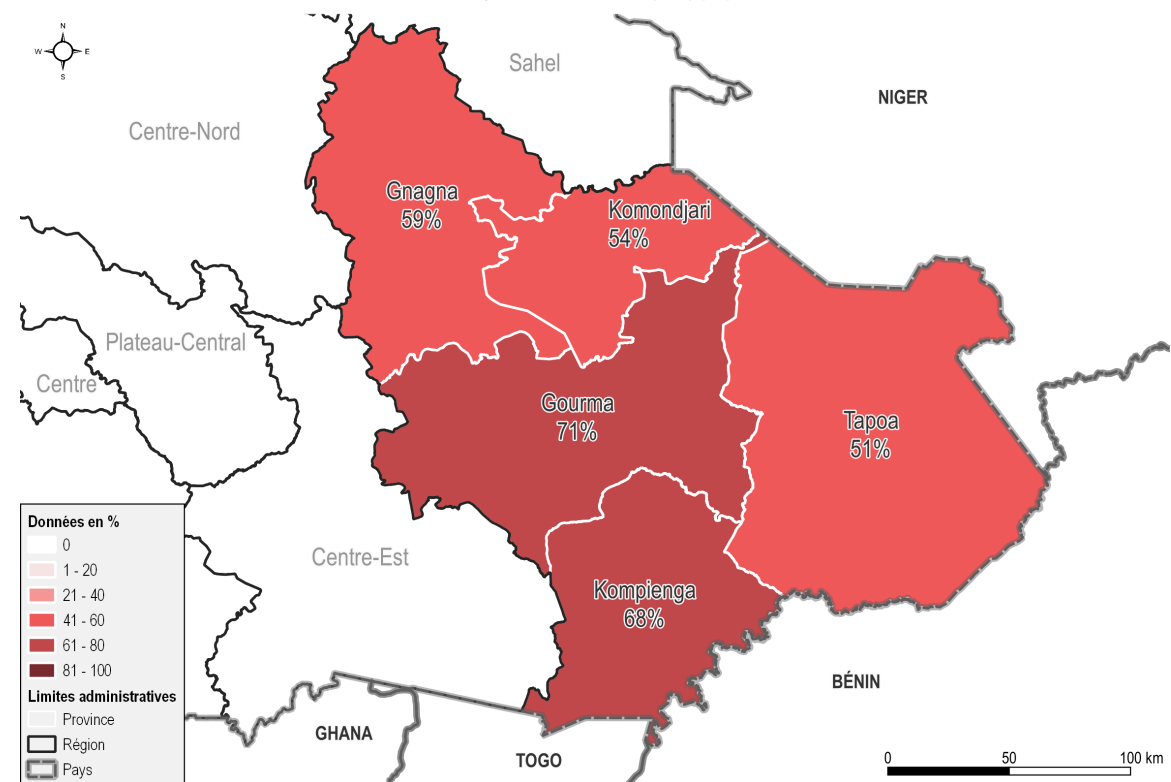


Dans la **plupart des localités**, certains **abris ont été gravement endommagés ou détruits** entre juillet et septembre 2024 : Gnagna (30/34 localités), Gourma (16/24), Komondjari (4/6), Kompienga (3/3), Tapoa (9/19) (HSM).

→ La grande majorité de ces ménages ne sont pas en mesure de réparer tous les dégâts (avec plus de 90% dans la Kompienga et la Tapoa), principalement par **manque de moyens financiers pour payer le matériel et la main d'œuvre**.

Plus d'un tiers des ménages ont rapporté des **problèmes pour dormir** dans leur logement, principalement par **manque d'espace** (27%), **manque d'AME** (16%) et inadéquation de l'espace (fuite en cas de pluie, espace bruyant, **espace non destiné à dormir**, **espace trop chaud**) (14%).

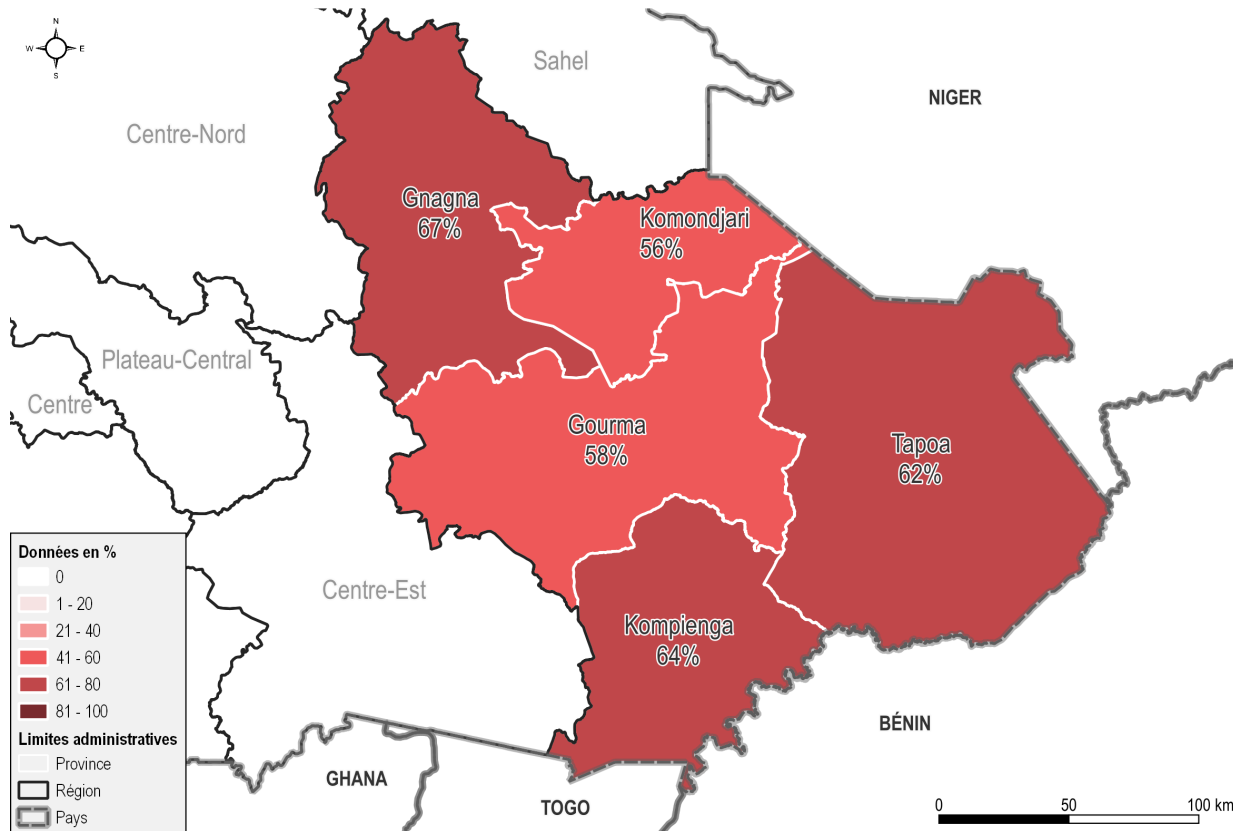
Carte | % de ménages ayant des besoins en abris, par provinces



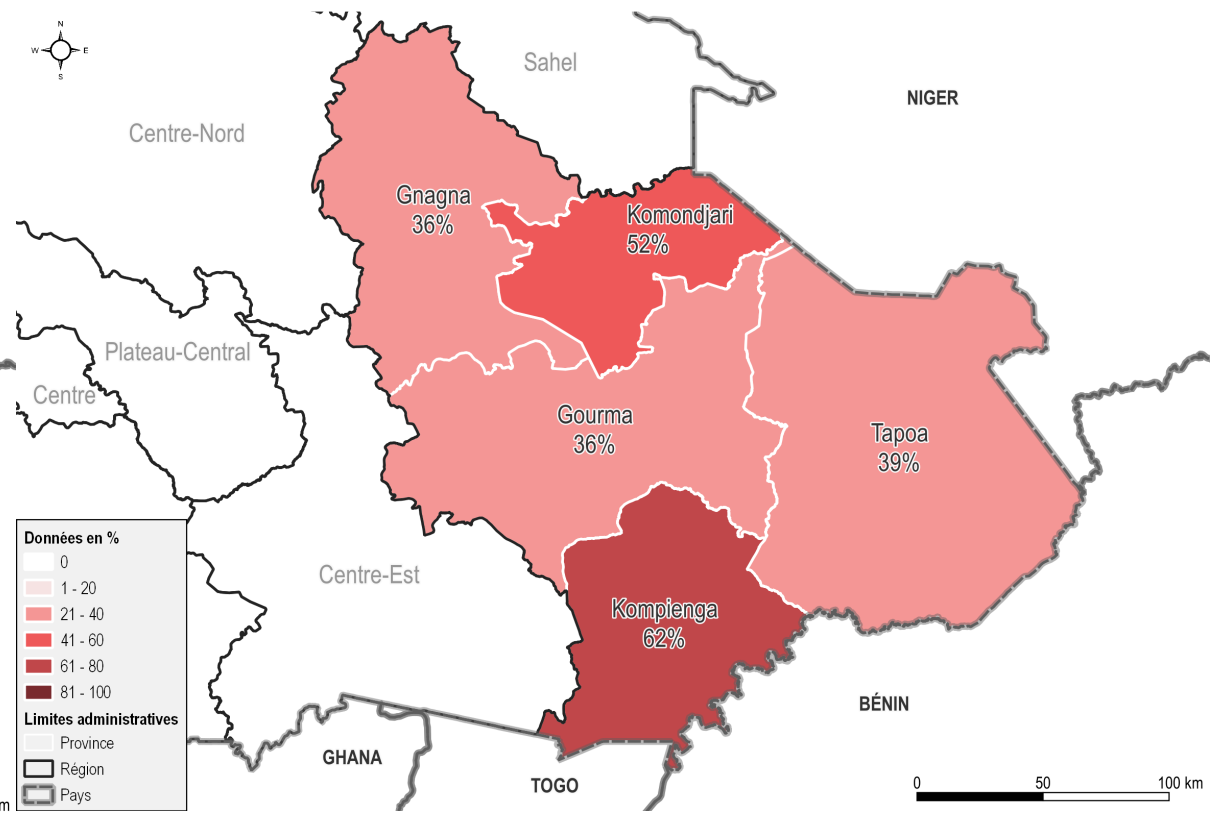
Manque d'infrastructures en EHA

Carte | % de ménages ayant des besoins aigus en EHA, par provinces

PDI



Non-PDI



Manque d'infrastructures en EHA

Manque de points d'eau



Plus de 80 % des ménages rencontrent au moins un problème pour accéder à l'eau.

Moins de 15L d'eau par jour par personne pour un tiers des ménages (31%) → Komondjari (51%), Tapoa (38%)

Plus d'1 heure d'attente pour collecter l'eau à la source d'eau principale (67%)

Tensions aux points d'eau (18%)

→ Les problèmes d'accès à l'eau **touchent l'ensemble de la région** : plus de 90% des localités évaluées dans la région avec un problème d'accès à l'eau potable rapporté (HSM).

Populations poussées à **l'utilisation de sources d'eau non-améliorées**, mais aussi à **prendre des risques** pour accéder à des points d'eau, parfois en envoyant les enfants (HSM)

Assistance en eau : 0%



File d'attente pour le remplissage des bidons d'eau, Diapaga, province de la Tapoa, région de l'Est – ©IMPACT/juillet 2024

Manque d'infrastructures en EHA

La manque de latrines poussent les ménages à pratiquer la défécation à l'air libre



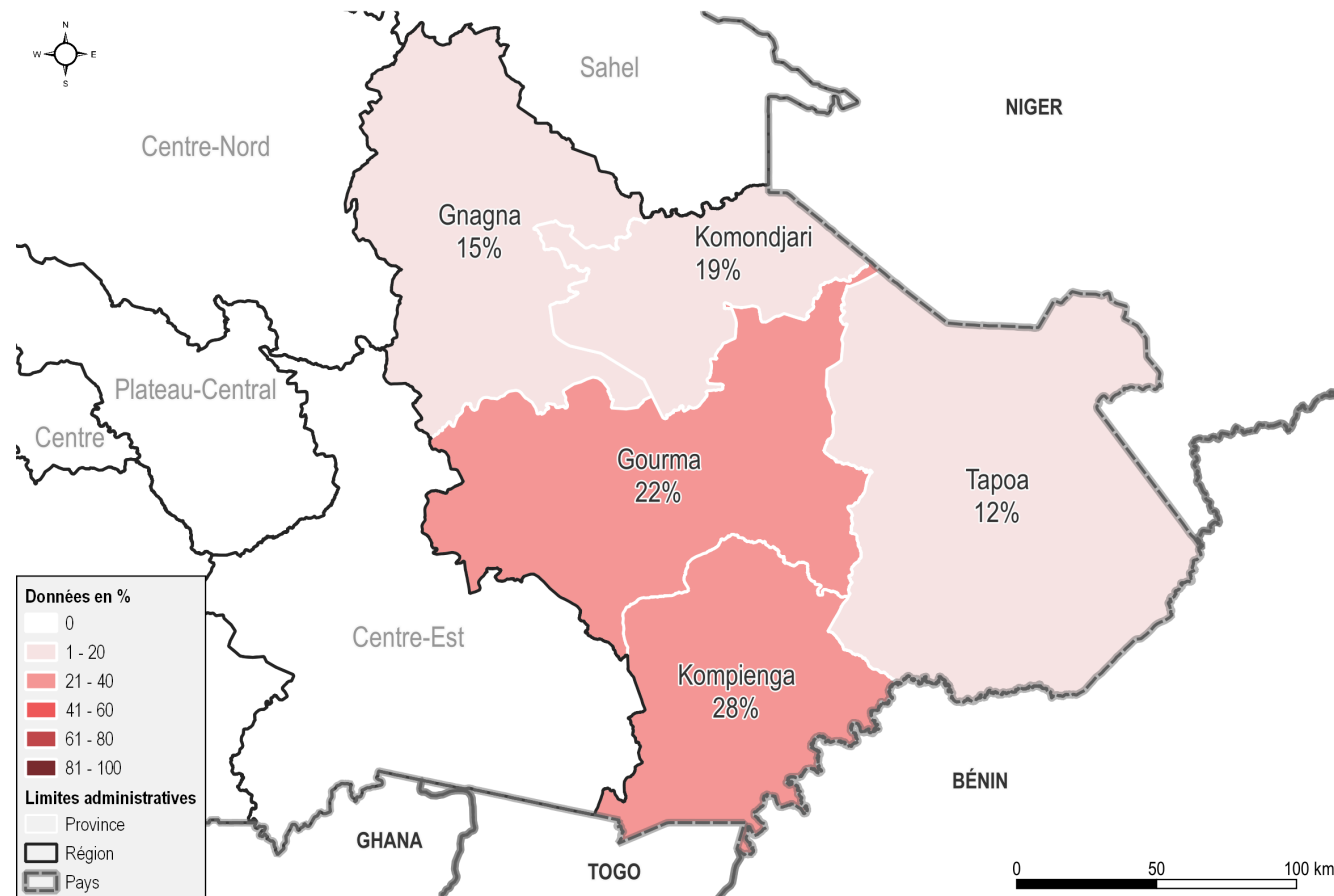
Environ 1/5 de ménages rapportent pratiquer la **défécation à l'air libre (DAL)** → pas de diminution entre 2023 et 2024

Près d'un quart des ménages n'ont **pas accès à des installations sanitaires améliorés**.

38% des ménages utilisant des installations sanitaires (latrines/douches) ont rapporté que leurs installations n'étaient **pas hygiéniques**.

→ **La moitié des ménages (51%)** confrontés à des **problèmes d'assainissement visibles** dans leur environnement proche, particulièrement dans la Kompienga

Carte | % de ménages ayant rapporté pratiquer la défécation à l'air libre, par province



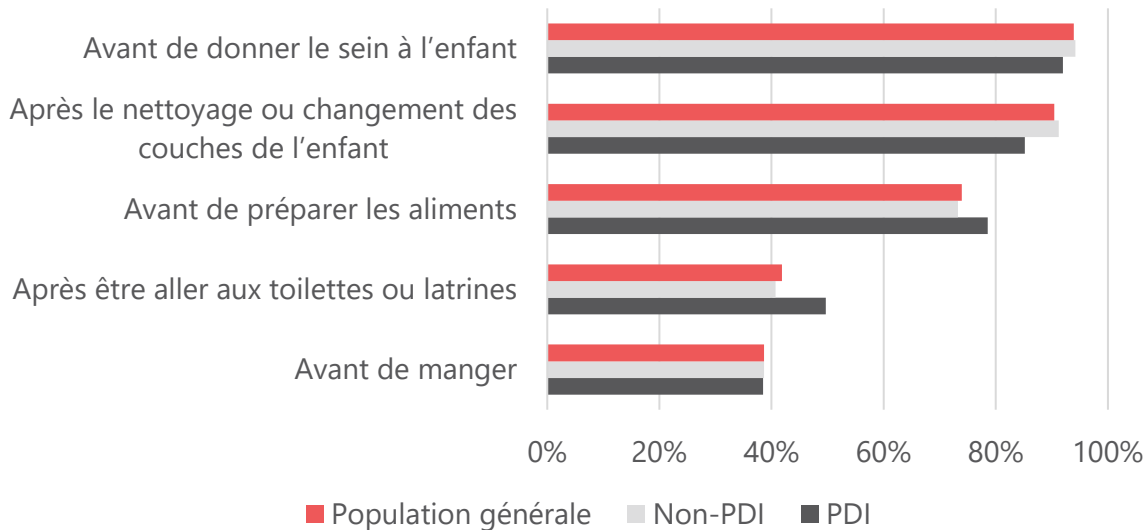
Des pratiques d'hygiène insuffisantes

L'absence de dispositif de lavage des mains avec du savon aggrave les risques sanitaires



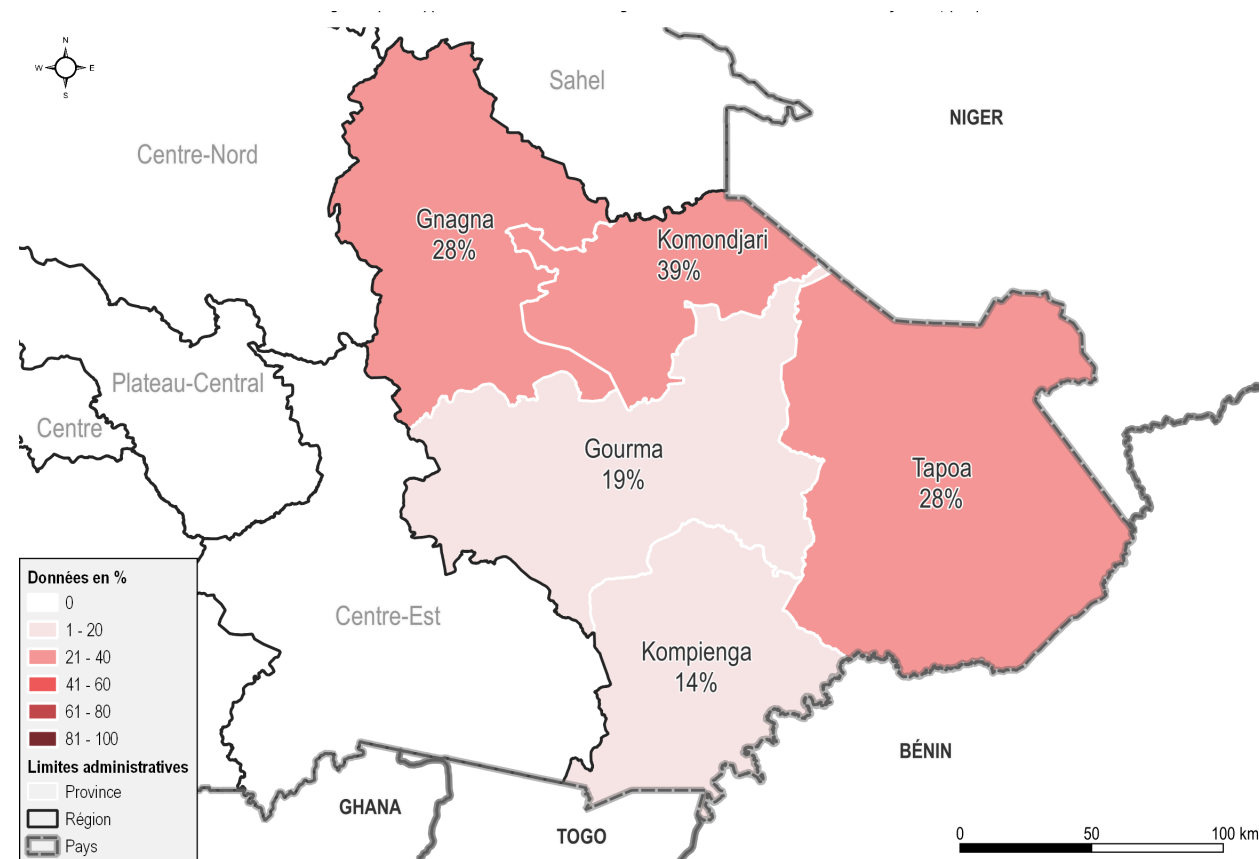
Manque de savon rapporté par la moitié des ménages (PDI : 50% | Non-PDI : 45%)

% de ménages **ne se lavant pas les mains avec du savon** selon les 5 moments clés de lavage des mains dans une journée

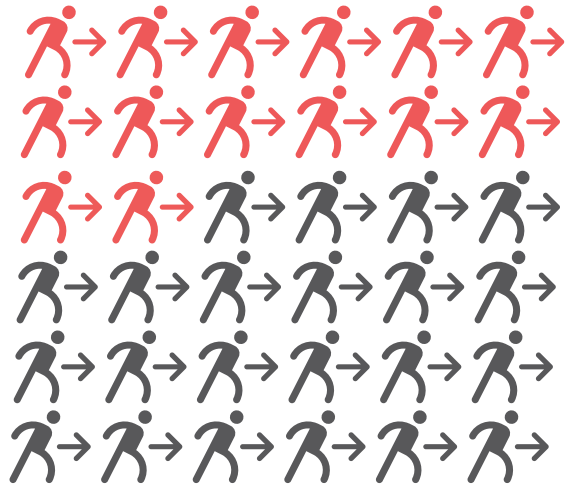


Assistance en hygiène et assainissement : 1%

Carte | % de ménages n'ayant rapporté aucun moment de lavage des mains avec du savon au cours du journée, par province



Besoins multisectoriels



Plus d'un tiers

des ménages déplacés ont des besoins à la fois en **EHA, Education et Abris**



Problèmes d'accès à l'eau et aux latrines

- 85% des ménages déplacés rapportant des problèmes d'accès à l'eau – lié **au manque de points d'eau** et au **prix** de l'eau
- Un tiers des ménages déplacés rapportant pratiquer la **défécation à l'air libre**.



Faible scolarisation

La moitié des enfants de 5 à 17 ans ne sont **pas allés à l'école** en 2023-2024, y compris ceux déplacés depuis plus d'un an.



Risque d'éviction

Plus d'un tiers (38%) des ménages **crainent l'expulsion** en raison de la reprise des logements par les propriétaires ou de l'**incapacité à payer le loyer** (*augmentation par rapport à 2023*).

Protection

Un sentiment d'insécurité important

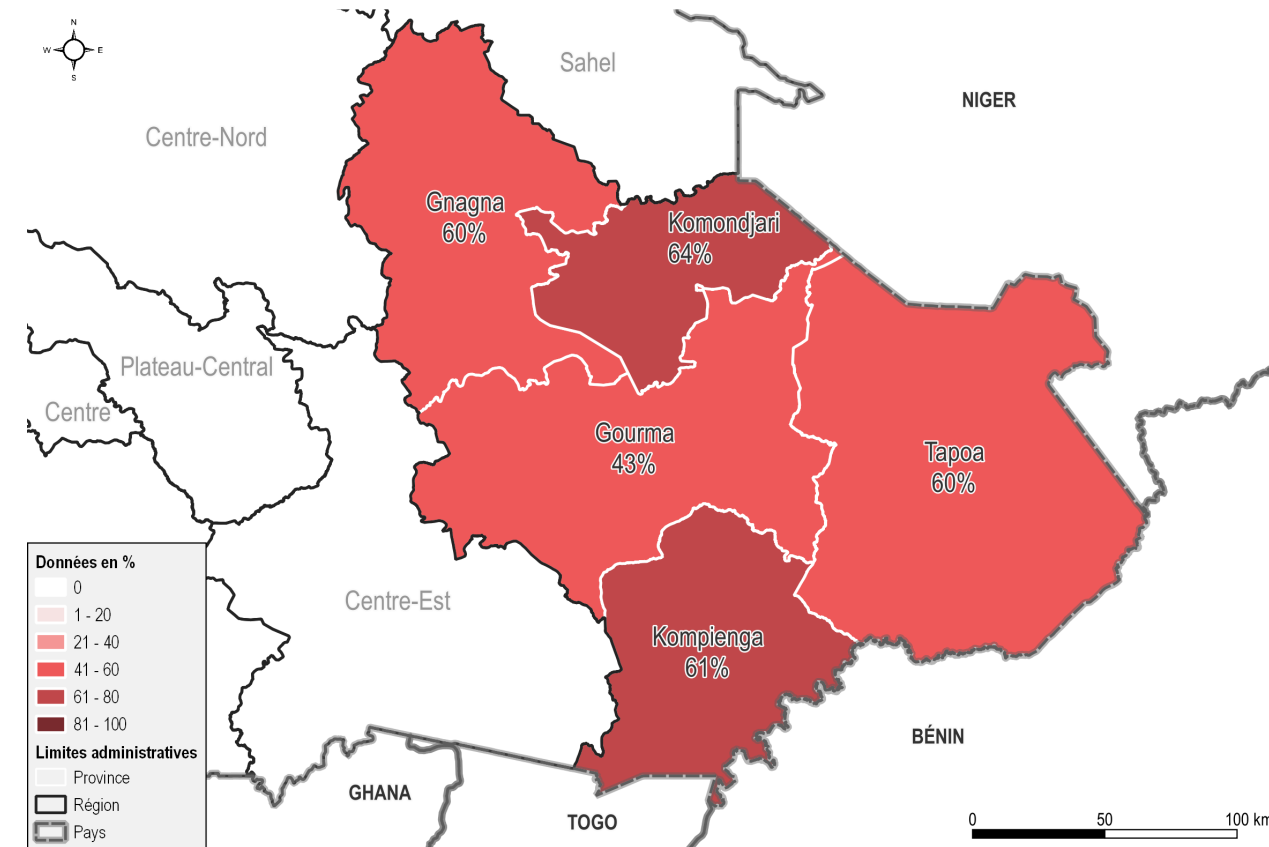


Plus de la moitié des ménages de la région ont des besoins en protection, principalement lié à des craintes liées aux enlèvements, EEI et VBG.

1/5 des ménages (23%) des ménages ont rapporté s'être sentis inquiets d'être victime de vols, d'extorsion de biens, d'expulsion forcée du domicile ou de la terre, ou de destruction de biens personnels au cours des trois mois précédant la collecte de données.

La moitié de ménages (54%) ne disposent pas d'accord (écrit ou verbal) pour leur abri/logement notamment dans le Gourma.

Carte | % de ménages ayant des besoins en protection, par provinces



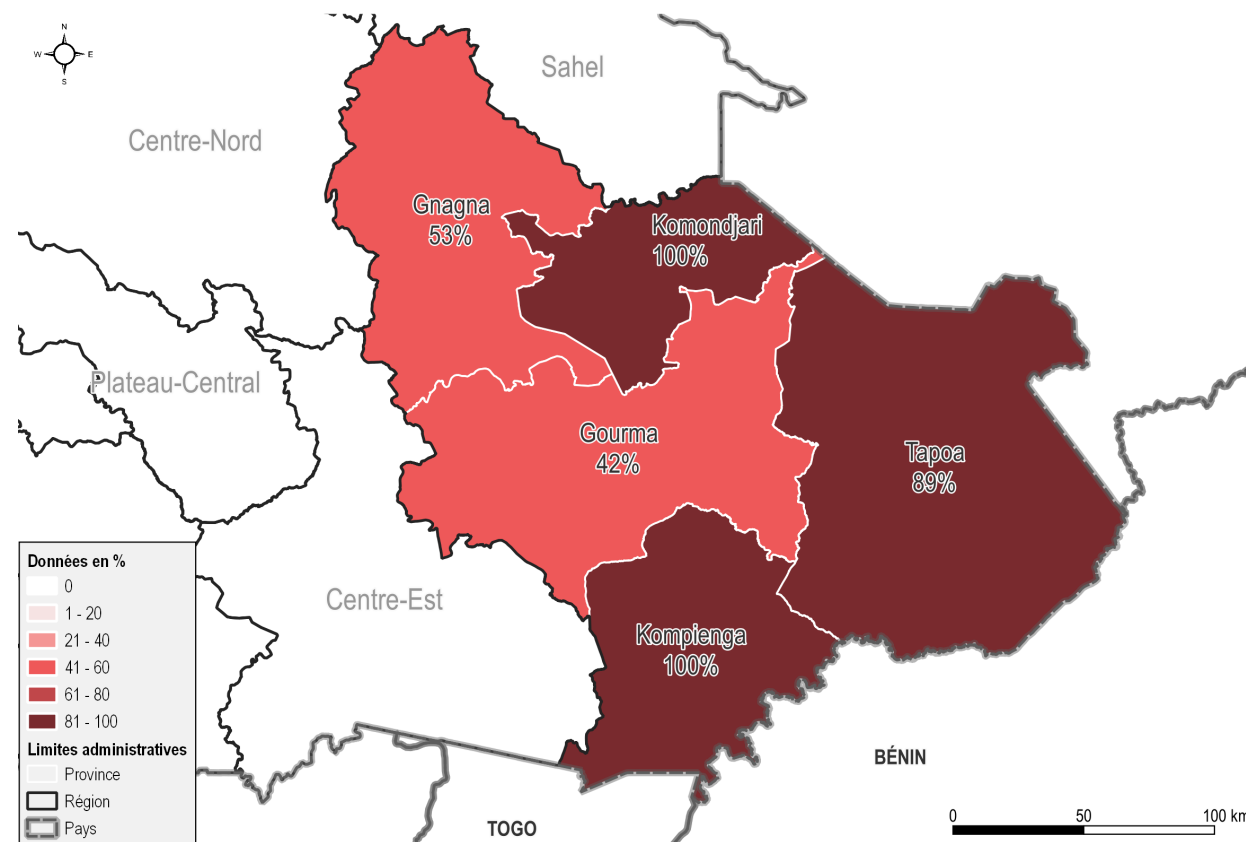
Protection

Un sentiment d'insécurité important

Le sentiment d'insécurité est perçu par les populations comme un **problème grave à très grave** notamment dans les localités évaluées dans la **Komondjari** (6/6) et la **Kompienga** (3/3) et la **Tapoa** (17/19) (HSM).

Les principaux risques sécuritaires sont les **restrictions de mouvements, les enlèvements et la séparation de famille** pour les garçons et les hommes. Pour les filles et les femmes, on peut noter en plus des risques citées plus haut le **harcèlement ou intimidation** (HSM).

Carte | % de localités ayant rapporté un problème grave à extrêmement grave parce que les gens ne se sentaient pas en sécurité ou protégés, par exemple en raison d'un conflit, de violence ou d'un crime dans la localité, par province (HSM)



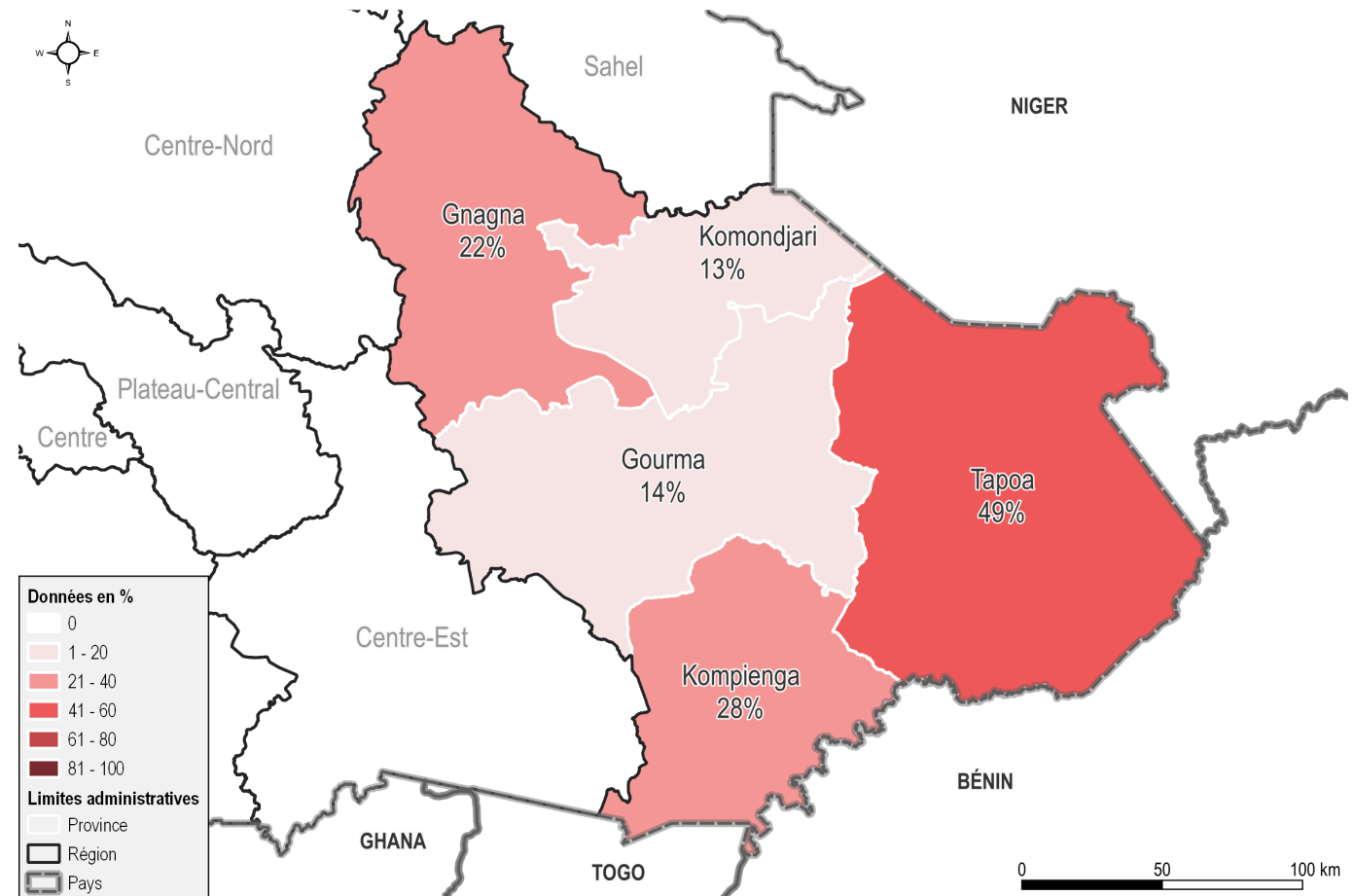
Santé mentale

1/3

des répondant.e.s ont rapporté au moins un élément pouvant signaler des **symptômes de détresse mentale et d'une déficience fonctionnelle** au cours des deux semaines précédant la collecte de données

PDI (28%) comme non-PDI (27%)

Carte | % de répondant.e.s ont rapporté au moins un élément pouvant signaler des symptômes de détresse mentale et d'une déficience fonctionnelle au cours des deux semaines précédant la collecte de données, par province



Perception de l'assistance

Le manque d'informations claires reste la principale barrière d'accès à l'assistance

La majorité des ménages n'ayant pas reçu d'assistance rapporte le **manque d'information sur les procédures d'enregistrement** comme la principale barrière à l'assistance.

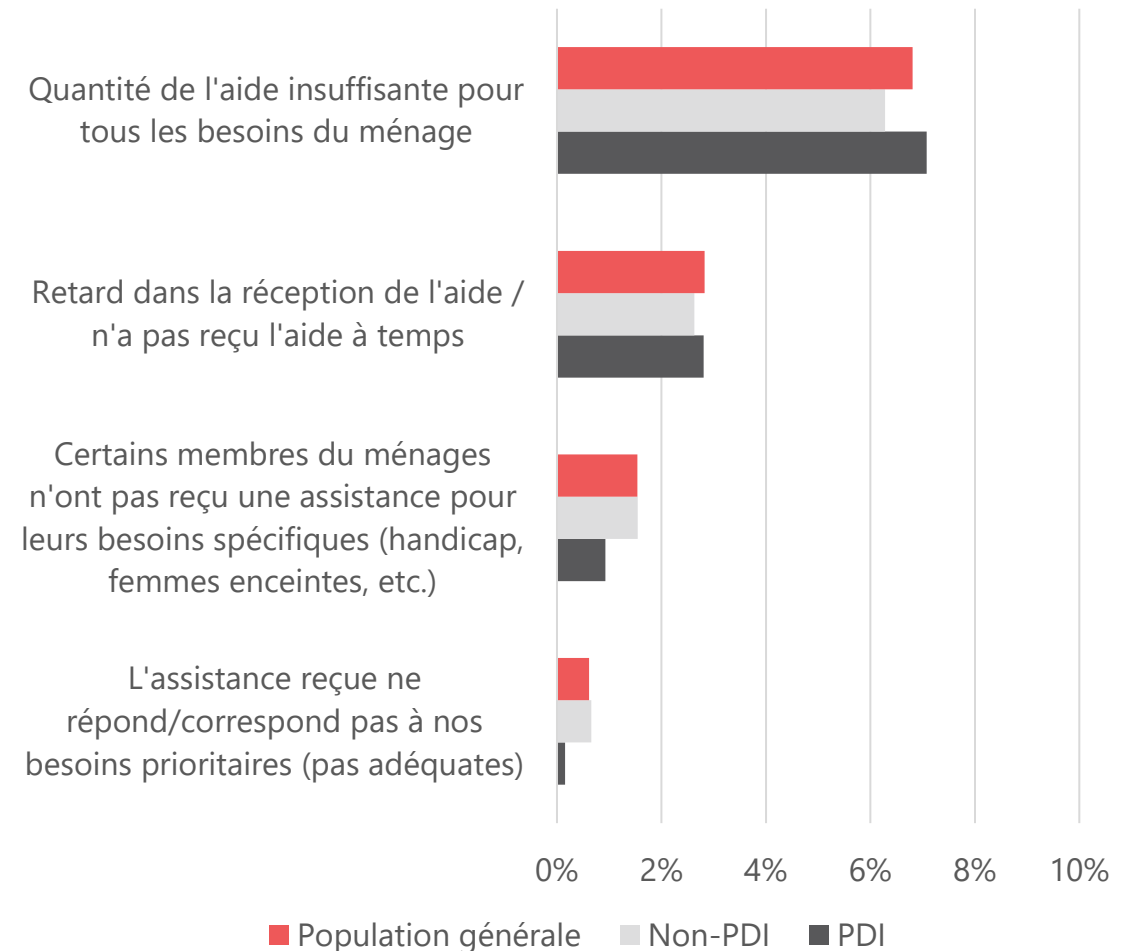
L'insatisfaction du comportement des travailleurs humanitaires semble également liée à des **problèmes de communication**, mais également à du **favoritisme**.

→ Dans la **Komondjari**, **1/5** des ménages rapportent ne pas être satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires – principalement à cause de refus d'inscription sur les listes (12%) et de favoritisme (10%)



Dans la région de l'Est, l'**Action Sociale et Humanitaire** et les **travailleurs humanitaires des Nations Unies / ONG** sont les acteurs préférés pour rapporter des plaintes – principalement par téléphone

% de ménages ayant reçu de l'assistance n'ayant pas été satisfaits de l'assistance reçue, par raisons de l'insatisfaction*



* Parmi les ménages ayant reçu de l'assistance



REACH Informing
more effective
humanitarian action

03

Produits disponibles

Où accéder à nos données ? Comment en savoir plus ?



Accéder à la [base de données](#) et aux [analyses MSNA](#)
et aux [analyses HSM](#)



S'abonner à la [newsletter](#) ou
consulter notre [Centre de Ressources](#)



Consulter le [webinaire sur l'utilisation des données MSNA](#)



Découvrez notre [Storymap MSNA](#)

Brief sur les provinces prioritaires en Santé Publique

Objectif : Appel à l'action pour les provinces présentant des risques élevés pour la santé publique, pour garantir une réponse intégrée basée sur des preuves

- Lecture rapide
- Simplicité de compréhension
- Visuellement impactant



MESSAGES CLÉS

- **Renforcer la sécurité alimentaire :** Les besoins alimentaires restent une priorité pour les populations les plus vulnérables, en particulier dans les provinces de la Tapoa, du Loroum et du Soum, où la situation continue de se détériorer. Des actions immédiates sont nécessaires pour prévenir une aggravation de la crise.
- **Améliorer l'accès aux services de santé et aux infrastructures d'eau, hygiène et assainissement :** Dans les provinces prioritaires, une part importante des ménages signale un manque d'accès aux soins de santé de base et à un service de soutien psychologique. Les conditions sanitaires dégradées accentuent les risques de maladies, nécessitant une réponse renforcée pour améliorer l'accès aux infrastructures essentielles.
- **Prioriser le soutien aux moyens de subsistance :** Il est essentiel de soutenir les ménages dans la stabilisation de leurs revenus et l'accès aux ressources de base, alors que leurs stratégies d'adaptation d'urgence et leurs capacités de résilience s'épuisent. Cela permettrait de limiter le recours à des mesures telles que la mendicité ou la vente de leurs derniers bétails, et de mieux les préparer à affronter les chocs sécuritaires et économiques.

RÉSULTATS CÉS

77% des ménages ont des besoins en sécurité alimentaire dans la Tapoa et 65% dans le Loroum en 2024.

Plus d' **1/4** des répondants dans l'Oudalan (55%), la Tapoa (49%), le Yagha (48%), le Soum (30%), et la Kompienga (28%) rapportent des symptômes de détresse mentale.

Plus de **10%** des individus dans la Kompienga (17%), le Yagha (14%) et la Komondjari (12%) ont eu des besoins en soins de santé non satisfaits au cours des trois mois précédant la collecte.

Carte | Provinces par niveau de priorité pour une réponse intégrée en santé publique (voir analyse multisectorielle en santé publique page 3)



L'agriculture. Le manque d'infrastructures sanitaires (28%) et de points d'eau (72%) augmentent aussi les risques de maladies transmissibles, surchargeant un système de santé déjà fragile.

DES VULNÉRABILITÉS SIMILAIRES DANS D'AUTRES PROVINCES : UN RISQUE DE BASCULEMENT INQUIÉTANT

Les provinces du Yatenga, de la Gnagna, du Namentenga, du Zoundma, de la Kossi, du Gourma, du Passoré et du Sanmatenga présentent des **vulnérabilités similaires** aux provinces identifiées comme prioritaires dans cette analyse. Les ménages de ces provinces sont confrontés à des **niveaux alarmants**

Dégradation des conditions sanitaires et alimentaires : des besoins urgents dans une crise oubliée | BURKINA FASO

Tableau 1 | Score de l'analyse intégrée en santé publique, par province

Province (subtotal)	Population	Prévalence	Pauvreté	Besoins	Besoins	Facteurs contributifs		Adaptation		Chocs	
						Impact sur la population	Facteurs contributifs	Adaptation	Chocs		
BOUMBA	1 234 567	15%	25%	30%	40%	50%	60%	70%	80%	90%	100%
...

Barrières économiques à l'accès à la nourriture

Les ménages des provinces prioritaires sont confrontés à des **obstacles économiques majeurs**, avec plus de 80% signalant que le **coût élevé des produits sur les marchés** constitue la principale barrière à l'accès à la nourriture, dépassant les **obstacles physiques**. Les ménages, qu'ils soient déplacés ou non, recourent à des **stratégies d'urgence** telles que la mendicité dans la Kompienga (27%) et la Tapoa (21%), ou encore la vente des derniers animaux femelles dans la Komondjari (27%) et l'Oudalan (20%). Ces stratégies illustrent l'**érosion des moyens de subsistance**, aggravant la précarité alimentaire.

Tableau 2 | Seuil de l'analyse intégrée

Niveau de priorité	Facteurs contributifs		Adaptation		Chocs	
	Facteurs contributifs	Adaptation	Chocs	Facteurs contributifs	Adaptation	Chocs
Élevé	>80%	>70%	>60%	>50%	>40%	>30%
Moyen	>70%	>60%	>50%	>40%	>30%	>20%
Faible	>60%	>50%	>40%	>30%	>20%	>10%
Non classé	>50%	>40%	>30%	>20%	>10%	>0%

Absence d'infrastructures et conditions sanitaires inadéquates

Dans les provinces prioritaires, l'absence d'infrastructures de base entrave gravement l'accès aux services essentiels. Dans l'Oudalan et le Loroum, environ deux tiers des ménages font face à de **longues attentes** pour obtenir des **soins de santé**. Près de la moitié des ménages dans la Kompienga (52%) et dans le Yagha (42%) n'ont **pas accès à des latrines améliorées**, aggravant les problèmes d'assainissement. Plus de 70% des ménages dans la Tapoa et la Gnagna signalent un manque ou une insuffisance de points d'eau. Cette situation augmente les risques sanitaires, et 70% des ménages rapportent déjà des **tensions croissantes autour des points d'eau**, notamment dans le Yagha, le Loroum et l'Oudalan (au niveau national, 23% des ménages signalent cette augmentation).

Chocs sécuritaires et risques de protection

Les ménages des provinces prioritaires sont exposés à des **chocs sécuritaires importants**, avec deux tiers des ménages rapportant des craintes pour leur sécurité. La présence d'**engins explosifs improvisés (EEI)** est rapportée par 1 ménage sur 5, tandis que l'existence de **violences basées sur le genre (VBG)** est signalée par plus d'un quart, avec un taux alarmant de 87% des ménages dans le Loroum. Ces défis aggravent la **détresse psychologique** et **restreignent l'accès aux services essentiels**, en limitant les mouvements des populations.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNISAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

de priorité « très élevé », notifié de novembre 2023. Le Cadre Harmonisé de mars 2024 et la MSNA 2023.

une grande majorité des ménages dans le Yagha (92%), la Komondjari (90%) et le Soum (87%), priorités dans la Tapoa (93%) et l'Oudalan (84%).

site de personnes déplacées internes à Sougourima, Kaya, Région du Centre-Nord QIMPACT/2024

USAID | IMPACT | REACH

Brief



https://repository.impact-initiatives.org/document/impact/2995f64d/MSNA_2024_Brief_Sante-Publique_Octobre-2024.pdf



Merci



Amélie Salmon – Coordinatrice Pays IMPACT Initiatives
amelie.salmon@impact-initiatives.org



REACH Informing
more effective
humanitarian action

